

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 307 - VENDREDI 9 DÉCEMBRE 2016

PÂQUERETTE TÉLÉSPECTATRICE

Plus de 80 millions récoltés au téléthon !
On va pouvoir réduire
le budget de la recherche.

AGENDA MILITANT

→ 10 décembre

Paris [Mobilisation pour Alep](#)

→ 11 décembre

Paris-Luxembourg [Pour les lanceurs d'alerte
et contre l'évasion fiscale](#)

→ 12 décembre

Nantes - Paris Soirée de solidarité
avec Asli Erdoğan

→ 13 décembre

Ivry [Demain le Monde](#)

→ 14 décembre

Paris [Les travailleurs sans papiers
ne lâcheront pas](#)
Paris [Boulots de merde](#)
Reims [S'engager pour mieux s'insérer ?](#)
Rennes [Avec les migrants de la Poterie](#)

→ 15 décembre

Aubervilliers [Les associations face aux
discriminations](#)
Lille [Coopératives contre capitalisme](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Libertés

[Syndicats sur la situation en Turquie](#)

→ Mondialité

[Syrie : débattre, mais agir solidairement](#)

Alep : la propagande et les bombes

Comme il était prévisible, les troupes de Bachar Al-Assad ont fini par reprendre Alep-Est, que tenaient les rebelles depuis 2012. En fait, les troupes au sol du régime de Damas, aidées par des milices iraniennes et les Libanais du Hezbollah, n'ont fait que parachever un succès militaire préparé par plus d'un an d'intenses bombardements des aviations russe et syrienne. Des bombardements qui, dans les derniers temps, ont ciblé systématiquement les hôpitaux et les centres de soin, selon la stratégie du "tapis de bombes" que Vladimir Poutine avait déjà appliquée à Grozny, en 1999 et 2000. Près de 400 civils ont péri au cours des quinze jours qui ont précédé l'offensive finale, tandis que 80 000 personnes tentaient de rejoindre la partie occidentale de la ville tenue par le régime et donc épargnée par les raids aériens. Sur le plan diplomatique - si l'on peut encore employer ce mot -, huit résolutions des Nations unies se sont heurtées au veto russe. La dernière en date, également rejetée par la Chine, appelait à une trêve humanitaire. Bachar Al-Assad et Poutine, dont l'objectif est d'anéantir toute résistance, redoutaient que ce répit ne permette aux rebelles de reconstituer leurs forces.

Mais qu'appelle-t-on "rebelles" ? La question fait débat jusqu'au sein de la gauche française. L'extrême violence de la répression s'appuie sur un discours qui est celui de Bachar Al-Assad depuis le début du soulèvement, en mars 2011, pour qui chaque opposant est un "terroriste". Selon une terminologie à peine plus subtile, la propagande russo-syrienne s'applique également à confondre "djihadistes" et "combattants". Si à Alep-Est, les premiers ne sont en réalité que deux ou trois cents, les combattants, pour la plupart des civils entrés dans l'Armée syrienne libre, sont eux sans doute encore plusieurs milliers. Il s'agit pour Damas de nier le caractère populaire du soulèvement. Faute de la moindre légitimité démocratique, le régime tente de s'appuyer sur la peur que suscite le djihadisme. Il n'a d'ailleurs pas hésité à donner parfois un coup de pouce aux djihadistes de Daech. On se souvient notamment qu'en décembre 2013, l'aviation syrienne avait frappé les positions des rebelles tandis que ceux-ci tentaient de repousser une offensive de Daech sur Alep. Malgré le succès militaire de ces derniers jours, et en dépit de l'écho de sa propagande, on imagine mal que Bachar Al-Assad, après 300 000 morts et des attaques au gaz contre la population, puisse se maintenir au pouvoir. Cela dépendra beaucoup de Moscou quand reviendra le temps de la recherche d'une solution politique. Après le massacre.

● Denis Sieffert

Directeur de *Politis*



Contribution à un nouveau projet de société, d'économie et de culture

Quels sont les réalités et les enjeux de "l'économie des travailleurs" ? Benoît Borrits et Richard Neuville* participaient à la 2^e Rencontre euro-méditerranéenne de ce réseau : compte-rendu, document et entretiens.



La deuxième rencontre euro-méditerranéenne de "L'Économie des travailleurs" s'est tenue à Thessalonique, dans les locaux de l'usine autogérée de VioMe du 28 au 30 octobre 2016. Le choix du lieu avait été adopté au consensus au sein du réseau européen au printemps dernier compte tenu du contexte socio-politique de la Grèce, mais également du caractère emblématique et symbolique de l'expérience de cette usine.

VioMe : un autre mode de production est possible

En effet, les travailleurs et travailleuses de VioMe occupent les locaux de l'usine depuis 2011 et ont relancé la production de produits ménagers (savons, détergents) ; aujourd'hui la production se poursuit, malgré les tentatives de mise en vente aux enchères de l'infrastructure par les propriétaires "légaux", mais la mobilisation des VioMe est jusqu'à présent parvenue à y faire obstacle, comme tout récemment encore en octobre. Les

travailleuses et travailleurs de VioMe ont également mis en place un véritable modèle autogestionnaire : décisions collectives en assemblées générales, réseaux

tisser des liens à travers des pratiques autogérées, esquisser concrètement une autre société qui fasse le lien entre les travailleurs, les exploité-e-s, les migrant-e-s et plus généralement les victimes de la crise que les capitalistes veulent nous faire payer à leur place.

de soutien et de distribution solidaires, création au sein même de l'usine d'un dispensaire social autogéré. C'est ainsi que VioMe travaille en lien avec le dispensaire autogéré de Thessalonique et

les réfugié-e-s du camp situé à proximité de la ville. Comme leurs homologues argentins, ils montrent qu'il est possible de tisser des liens à travers des pratiques autogérées et concrètement, esquisser une autre société qui fasse le lien entre les travailleur-se-s, les exploité-e-s, les migrant-e-s et plus généralement les victimes de la crise que les capitalistes veulent nous faire payer à leur place. Autant de facteurs qui justifiaient amplement le choix du lieu.

Articuler pratique des entreprises et apports des chercheurs

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du réseau international initié en 2007 lors de la première réunion organisée en Argentine, à l'initiative du programme *Faculta Abierta* de l'université de Buenos Aires. Lors de la 4^e édition en juillet 2013, à Paraíba (Brésil), le principe de l'organisation de rencontres régionales entre deux rencontres mondiales avait été acté. Les premières réunions régionales (Europe, Amérique du Sud, Amérique du Nord et centrale) avaient eu lieu en 2014 en France, en Argentine et au Mexique. Elles sont avant tout ●●●

* Benoît Borrits et Richard Neuville sont animateurs de l'Association Autogestion, <http://www.autogestion.asso.fr/>

●●● conçues comme des espaces de débat et d'articulation entre des travailleur-se-s, des chercheur-se-s et des militant-e-s sociaux et politiques autour des problématiques qui concernent les luttes des travailleur-se-s pour l'auto-gestion. Les mouvements de reprise des entreprises sont non seulement pratiques mais porteurs de théorie. Il est donc essentiel d'articuler les pratiques des entreprises récupérées et les apports des chercheurs. Les rencontres s'intitulent "économie des travailleurs" pour élargir le mouvement aux multiples formes de luttes du monde du travail qui peuvent s'y agréger et créer un réseau de différentes expériences en cours à l'échelle mondiale. Comme l'a rappelé Andrés Ruggeri¹ à Thessalonique dans son intervention inaugurale : " *Si ces initiatives constituent avant tout une forme de résistance contre la précarisation, la fragmentation des formes de travail et l'expulsion des travailleur-s-e-s, elles sont également porteuses d'alternatives face à la crise provoquée par le capitalisme global. L'autogestion apparaît donc comme une manière de résister au processus d'exclusion tout en créant quelque chose de différent. Elle n'est donc pas seulement une alternative car la multiplication des expériences renforce les travailleur-se-s qui restent en relation de dépendance, parce qu'elle apparaît comme une alternative au chô-*

1. Andrés Ruggeri est anthropologue, coordonnateur du programme *Facultad Abierta* de l'université de Buenos Aires, il a impulsé la création des rencontres et du réseau international de l' "Économie des travailleur-e-s". Cf. Entretien in *Contre Temps*, n°22, 3^e trimestre 2014, p.109-113.

mage et démontre qu'il est possible de récupérer l'outil de travail si les patrons ferment les usines et les entreprises. Une alternative plus humaine, plus solidaire est possible. Mais également, elle renforce les travailleur-e-s privé-e-s d'emploi qui peuvent observer avec les

Ces rencontres sont un espace de débat essentiel pour esquisser un nouveau projet de société, d'économie, de culture qui dépasse le capitalisme mais également pour trouver des outils pour le combattre à partir des lieux de travail.

*expériences comme VioMe, Campiche-
lo, Hôtel Bauen, Fralib qu'il existe une perspective.* "

Pour illustrer le propos, il a rappelé que lors de la première rencontre en Argentine en 2007, il y avait 200 entreprises récupérées en Argentine et qu'il en existe à présent 370². Le processus se poursuit en Argentine - même s'il est beaucoup moins médiatisé et évoqué en France -

2. Centro de Documentación de Empresas Recuperadas, "Las empresas recuperadas por los trabajadores en los comienzos del gobierno de Mauricio Macri- Estado de situación a mayo de 2016", *Cal-lao cooperativa cultural*, Mayo de 2016.

et il s'est étendu dans de moindres proportions à plusieurs pays dans les Amériques et en Europe depuis 2008.

Une participation diversifiée et multipolaire

Cette rencontre faisait donc suite à la première rencontre européenne qui avait eu lieu début 2014, à Gémenos chez les Fralib (désormais Scop TI) alors en lutte, qui avait réuni 200 participant-e-s et qui avait permis de créer le réseau régional³. Avec 500 participant-es à la rencontre de Thessalonique, la progression est évidente. Étaient présents des représentant-e-s d'entreprises autogérées, d'organisations syndicales, d'associations et des universitaires, venu-e-s de l'État espagnol (notamment du Pays basque et de la Catalogne), d'Italie, de France, d'Allemagne, de Croatie, de Serbie, de Bosnie, de Grande-Bretagne, de Turquie, de Pologne, de Russie et bien sûr de Grèce et même du Kurdistan par vidéoconférence. En outre, y assistaient des délégations d'Argentine, de Colombie et du Mexique, faisant ainsi le lien avec la rencontre sud-américaine qui s'était tenue la semaine précédente (20-22 octobre) en Uruguay avec la participation de 400 délégué-e-s et celle d'Amérique du Nord et centrale fixée la semaine suivante (3-5 novembre). Ces trois rencontres s'inscrivaient dans la préparation de la réunion mondiale biennale qui se tiendra ●●●

3. Richard Neuville, "Rencontre européenne 'L'économie des travailleurs'" dans l'entreprise Fralib (31 janvier-1^{er} février 2014)", *Contre Temps* n°22, 3^e trimestre 2014, p.99-103 ; Benoît Borrits, "Rencontres 'L'économie des travailleurs' : un essai à transformer, Février 2014, site *Association Auto-gestion* : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=3939>



Sur les murs de l'usine grecque : "Solidarité avec la lutte pour la dignité des travailleurs de BioMet. Autogestion de nos vies".

●●● fin août 2017 dans la province de Buenos-Aires, dans un contexte politique national qui a évolué sensiblement depuis l'élection de Macri à la présidence⁴. Les délégué-e-s d'usines récupérées (terme utilisé en Amérique latine) venaient de France, d'Italie, de Serbie, de Croatie, de Bosnie, de Turquie, de l'État espagnol et de Grèce. Des organisations syndicales défendant les valeurs de l'autogestion étaient présentes : Solidaridad Obrera (État espagnol), ELA (Pays basque), RIS (Croatie), IP (Pologne) et l'Union syndicale Solidaires.

La délégation française était relativement étoffée et plurielle. Bien sûr la SCOP-TI (ex-Fralib) était représentée mais également les Amis de la Fabrique du Sud (ex-Pilpa) de Carcassonne, une importante délégation de l'Union syndicale Solidaires, des syndicalistes CGT, des associations telles qu'Attac ou le RIPESS, deux journalistes dont un de *Politis*, sans parler de la présence de différent-e-s adhérent-e-s de l'Association Autogestion.

Une économie des travailleurs militante et alternative

Ces journées ont été très riches en débats et en réflexions, non seulement sur

les principes de l'autogestion, mais aussi sur leur application concrète et les liens entre entreprises autogérées, syndicats et associations. Après une première journée portant sur la présentation de 10 entreprises récupérées, les débats de la seconde journée se sont focalisés sur les occupations d'usines, les valeurs et relations dans l'autogestion, les caractéristiques d'une économie des travailleurs militantes et alternatives, l'autogestion en dehors de la sphère productive, la place de l'autogestion dans la transformation sociale, la place des syndicats et des structures de soutien, les réseaux locaux et internationaux d'entreprises récupérées ainsi que la réappropriation du bien public à commencer par les services publics.

L'enjeu est désormais de constituer un réseau permanent susceptible d'engager un processus politique autour du concept de l'économie des travailleurs et de solidarité active entre les expériences.

Les travailleurs de VioMe ont pris l'initiative de réunir séparément les travailleurs

des entreprises récupérées présentes pour travailler sur trois thèmes [Voir encadré] :

- Qu'est-ce qu'une économie des travailleurs ? Quels en sont les critères ?
- Mise en place d'un fonds de solidarité entre entreprises récupérées.
- Échanges de produits entre entreprises récupérées.

Cette initiative nous paraît essentielle et d'une nature profondément autogestionnaire pour la suite du processus de ces rencontres. Ce sont en effet les premiers concernés qui sont les plus à même de définir le périmètre de ces rencontres ainsi que leurs objectifs. Malheureusement, cet appel a été mal relayé en amont dans les différentes entreprises participantes. Si un accord de principe se fait jour sur le contenu d'une "économie des travailleurs" et leur exigence à l'égard de la forme coopérative, celui-ci devra être validé dans les différentes entreprises participantes. Il a par ailleurs été convenu de renforcer les relations bilatérales de distribution de produits entre entreprises afin d'aller progressivement vers un réseau mutualisé.

Il convient de saluer la remarquable organisation et le travail préparatoire réalisé par nos camarades grecs depuis des mois qui a largement contribué à la réussite de cette rencontre, tant du point de vue programmatique que logistique.

Pour l'Association Autogestion, ●●●

4. Richard Neuville, "Les entreprises récupérées menacées par la politique de Macri", site *Association Autogestion*, Juillet 2016 : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=6184>

●●● cette seconde rencontre régionale a indéniablement été un succès. L'enjeu est désormais de constituer un réseau permanent susceptible d'engager un processus politique autour du concept de l'économie des travailleurs et de solidarité active entre les expériences. Il ne saurait se limiter à l'organisation de rencontres tous les deux ans. L'Association Autogestion y contribuera au regard de ses capacités et de ses spécificités en

continuant de mobiliser différents acteurs en France. Ces rencontres sont un espace de débat essentiel pour esquisser un nouveau projet de société, d'économie, de culture qui dépasse le capitalisme mais également pour trouver des outils pour le combattre à partir des lieux de travail.

● **Benoît Borrits et Richard Neuville**



Après les deux premières éditions en France et en Grèce, la prochaine rencontre euro-méditerranéenne se déroulera en Italie dans les locaux de l'usine récupérée Rimaflo à Milan en 2018. Elle s'ouvrira notamment aux expériences autogestionnaires en cours dans le domaine agricole rural et urbain pour reconquérir la souveraineté alimentaire.

Dialogue, réseau, mutualisation

Propositions de VioMe pour l'assemblée des entreprises récupérées lors de la seconde rencontre "L'économie des travailleurs" du 30 octobre 2016.

L'expérience négative du fonctionnement des coopératives agricoles (qui sont les exemples les plus connus de coopératives en Grèce) nous montre que nous devons expérimenter des pratiques nouvelles et différentes concernant notre travail de tous les jours, nos modes de décision ainsi que nos droits et devoirs en tant qu'entreprise autogérée.

Nous, les travailleurs de VioMe et les participants de cette assemblée, voudrions faire des suggestions afin de répondre aux problèmes qui se posent dans la gestion des coopératives. Nous souhaiterions que ces suggestions soient débattues dans les assemblées des autres entreprises récupérées afin que vous veniez à la seconde rencontre euro-méditerranéenne "L'économie des travailleurs" avec vos propres suggestions, dans l'objectif d'élaborer des positions communes et de prendre des décisions partagées.

Les quatre sujets que nous voudrions aborder sont les suivants :

1. Le sens du coopérativisme. Selon nous, il ne devrait pas y avoir de distinction entre les travailleurs et les sociétaires dans une coopérative. La distinction entre ceux qui travaillent et ceux qui détiennent des actions est une caractéristique d'une entreprise classique telle qu'une SA qui ne doit pas être reproduit dans une coopérative. Au lieu de cela, nous suggérons que chaque travailleur soit sociétaire et que chaque sociétaire soit un travailleur.

2. Nous voudrions relancer une idée qui avait été émise dans la précédente rencontre "Économie des travailleurs" de Marseille : la constitution d'un fonds commun, d'un fonds d'aide mutuel entre entreprises récupérées et toute coopérative qui souhaiterait y participer. Nous proposons la création d'un compte commun dans lequel nous pourrions déposer – par exemple – 1 % du chiffre d'affaires annuel. Ce fonds pourrait être utilisé pour aider toute entreprise en difficulté financière ou pour aider à établir de nouvelles coopératives qui nécessitent du financement.

3. Nous voudrions échanger des idées sur le fonctionnement des coopératives. Même si nous ne pouvons prendre des décisions sur ce sujet dans le cadre de cette rencontre, ce type de discussion peut nous aider à avancer et commencer un dialogue entre entreprises récupérées et collectifs qui pourrait déboucher sur des décisions lors de la prochaine rencontre.

Nous, les travailleurs de VioMe, pensons que la seule structure de décision doit être l'assemblée des travailleurs et que celle-ci doit conditionner les divers comités exécutifs qui mettront en pratique les décisions de l'assemblée. Les membres de la direction sont des délégués qui ne doivent pas se substituer à l'assemblée ; ils sont révocables et contrôlés par l'assemblée durant leur mandat. Ils ne sont pas nécessairement membre du conseil d'administration.

4. La proposition de soutien mutuel entre entreprises récupérées doit aussi prendre la forme d'un réseau commun de distribution. Nous pourrions trouver des moyens de distribuer les produits des autres entreprises par nos réseaux locaux. Par exemple, nous pouvons distribuer les thés Scop-TI en Grèce et vice versa. Cette distribution réciproque ne devra pas seulement être prise en charge par deux entreprises, mais par un réseau logistique ouvert qui permettrait la distribution des produits des entreprises récupérées à travers toute l'Europe et qui nous permettrait d'économiser les frais d'expédition. Il est, de ce point de vue, intéressant de s'inspirer des pratiques de nos collègues de RiMaflow.

Nous le voyons comme un réseau qui regrouperait toutes les entreprises intéressées, qui pourrait mettre en place des stocks à des endroits adéquats à partir desquels les produits pourraient être distribués à travers toute l'Europe, et de créer une boutique web qui pourrait faciliter les ventes Internet. En se développant, ces activités créeront des emplois pour les chômeurs.

Nous proposons une réunion ouverte de l'assemblée des entreprises récupérées dimanche 30 octobre, troisième jour de la rencontre "L'économie des travailleurs", afin de discuter de ces sujets – ou de tout autre que vous voudriez proposer à votre réseau – et chercher à obtenir une position consensuelle qui nous permette d'initier des actions communes.

Pour cela, nous suggérons que les assemblées des différentes entreprises récupérées discutent les questions susmentionnées et nomment des délégués pour participer à la rencontre du 30 octobre.

Dans l'attente de vous retrouver.

Solidairement,

● **Les membres de la coopérative de travailleurs de VioMe**

De l'occupation à la reprise en autogestion

Occupée par ses salariés depuis décembre 2012, l'entreprise DITA a repris la production en autogestion depuis mai 2015. Entretien réalisé avec E. Busuladžić lors de la rencontre de Thessalonique.



Emina Busuladžić, membre du comité de grève et d'occupation de DITA, entreprise de fabrication de détergents et de produits d'entretien de Tuzla (Bosnie-Herzégovine).

Peux-tu nous expliquer l'histoire de l'entreprise ?

Dita, c'est l'histoire d'un crime économique et d'une banqueroute frauduleuse. Dita était une entreprise de Tuzla qui fabriquait des détergents et d'autres produits d'entretien bien appréciés dans l'ancienne Yougoslavie. Nous étions à l'époque plus de 800 travailleurs avec environ 500 emplois induits. Tuzla était une région très industrielle avec quelques 150 000 travailleurs. Il ne reste plus aujourd'hui que Dita et quelques autres entreprises dans une région où le taux de chômage est de 44 %.

Dans le processus de privatisation qui s'est mis en place après l'éclatement de la Yougoslavie, Dita s'est retrouvée sous le contrôle d'un propriétaire qui possédait 86 % des actions de l'entreprise. Celui-ci a alors réalisé un emprunt de 10 millions d'euros pour, officiellement, acquérir des biens d'équipement mais l'entreprise n'en verra jamais la couleur : les 10 millions d'euros ont tout simplement été détournés et l'entreprise s'est retrouvée du jour au lendemain endettée sans aucune contrepartie. En réalité, il semblerait que le propriétaire était surtout intéressé à réaliser une opération immobilière avec le terrain de l'entreprise. Cette situation est malheureusement assez courante : les privatisations ont souvent été des opérations réalisées par la classe politique au profit de "copains".

Comment avez-vous alors réagi ?

Pour faire face à cette situation, on m'avait dans un premier temps proposé de me

syndiquer, ce que j'ai fait. Mais je me suis vite aperçue que les syndicats étaient corrompus et complices avec les autorités locales et les patrons. Une première grève a éclaté en 2008 durant laquelle j'ai été élue responsable du comité de grève.

Plus tard, ils ont cessé de nous payer les salaires. Une grève de la faim aura même lieu pour protester contre cet état de fait. La situation est bloquée. C'est dans ce contexte que nous décidons alors en décembre 2012 d'occuper l'entreprise et de la garder sous notre surveillance 24 heures sur 24.

Le 14 février 2014, ensemble avec plusieurs autres travailleurs des entreprises de cette ville industrielle de Tuzla, nous organisons une grande manifestation contre les autorités cantonales. Nous réclamions le paiement de 50 mois de salaires avec les cotisations retraites et santé associées. Très vite la police anti-émeute s'en prend à nous. Les affrontements avec la police dureront deux jours au terme desquels le bâtiment des autorités cantonales sera incendié. La frontière avec la Croatie et l'Union européenne a été bloquée. Le mouvement s'est étendu à Mostar, Sarajevo, Zenica.

Ce mouvement a donné naissance aux plenums citoyens qui établiront des cahiers de revendication, exigeront une évaluation des conditions dans lesquelles les privatisations ont été réalisées et obtiendront la démission de plusieurs responsables locaux.

Dans quelles conditions avez-vous pu relancer la production ?

Notre objectif a toujours été de maintenir la production, ce que ne voulait pas l'ancienne direction et les autorités locales.

Pour ce faire, nous avons dû réparer une partie de l'usine où nous ne pouvions plus entrer tant elle était délabrée. Nous avons été aidés par d'anciens retraités de l'entreprise. Pour pouvoir nous financer, nous avons dû vendre des matériaux recyclés qui nous ont permis d'acheter des matières premières. Nous avons travaillé trois mois sans salaire. Alors que les syndicats nous étaient hostiles au départ, notre sérieux a fait qu'ils ont changé d'attitude et ont proposé de nous financer une partie de la production.

En mai 2015, les événements s'accéléraient : la faillite de l'entreprise est déclarée avec la nomination d'un administrateur judiciaire qui demande la fermeture de l'usine. Fort heureusement, les médias ont bien couvert l'affaire et une volonté d'acheter local a émergé dans la population. Trois chaînes de supermarchés bosniennes – Bingo, Konzum et Robot – se sont proposées pour distribuer nos produits Arix, Tenzo, Ida... Nous avons en effet une gamme d'environ 40 produits qui étaient très populaires autrefois en Yougoslavie.

Nous avons donc repris la production depuis 17 mois sans aucun financement externe. Les chaînes de supermarchés nous fournissent les ingrédients ●●●

●●● et nous leur livrons les produits finis. Nous avions autrefois notre propre service de logistique, ce n'est plus le cas. Nous recevons donc directement l'argent correspondant à la valeur ajoutée trois mois après avoir réalisé la production. Autrefois, nous étions 800 travailleurs et produisions 50 000 tonnes de détergents. Aujourd'hui nous sommes à 10 % de nos capacités. Nous sommes 74 travailleurs et il n'y a plus qu'une ligne de production qui fonctionne au lieu de trois antérieurement. Ceci nous permet de nous payer le salaire minimum bosnien – 150 euros – avec l'ensemble des cotisations de santé et de retraites. Nous avons ainsi pu assurer le départ à la retraite de huit salariés et intégrer des jeunes diplômés.

Nous fonctionnons en démocratie directe dans laquelle seuls les travailleurs prennent les décisions et ce, même si l'administrateur judiciaire est présent. Nous débattons de tout : procédé de fabrication, prix et marketing. J'ai une pratique de dix-huit ans d'autogestion à l'époque de la Yougoslavie et inutile de vous dire que cela nous aide beaucoup.

Mais ne risquez-vous pas l'expulsion ?

Eh bien, qu'ils essayent ! Vous savez, la population est avec nous et cela ne se passera pas comme cela... Mais il est exact que l'emprunt de la banque agit comme une épée de Damoclès sur notre avenir. Les véritables propriétaires de l'entreprise sont les créanciers. Cela fait cinq fois que l'usine a été mise en vente sans succès et le prix de la mise aux enchères diminue à chaque fois. On attend qu'il atteigne un point bas pour envisager d'acheter et de sécuriser notre avenir, mais nous n'y sommes pas encore...

Le gouvernement vient de nommer un expert américain pour tenter de dénouer cette situation. C'est nouveau car, jusqu'à présent, procureurs et administrateurs n'ont jamais rien fait pour nous.

La démocratie dans l'entreprise, un combat permanent

ITAS, entreprise d'outils à commande numérique, emploie aujourd'hui 210 personnes à Ivanec dans le nord de la Croatie.

Interview avec Dragutin Varga, réalisée lors de la rencontre de Thessalonique.



Dragutin Varga, syndicaliste croate, qui a largement favorisé la reprise de l'entreprise ITAS par ses salariés en 2007.

Peux-tu te présenter à nos lecteurs ?

J'ai été embauché à ITAS¹ en 1973. Depuis cette date, je n'ai travaillé que dans cette entreprise. Je suis devenu syndicaliste lors de la phase de privatisation de celle-ci qui a menacé son existence. Durant cette période de conflits, de 2000 à 2005, j'ai été licencié cinq fois.

J'ai participé à la création d'un nouveau syndicat RIS qui commence à être présent dans d'autres entreprises de Croatie et qui est le seul à s'opposer aux privatisations.

1. Initiales signifiant Usine de machines outils d'Ivanec.

Peux-tu nous présenter l'histoire d'ITAS ?

ITAS est une entreprise de machines à commandes numériques qui a été constituée en 1961. Elle est aujourd'hui une entreprise détenue par ses travailleurs qui emploie 210 personnes et vend 90 % de sa production à l'étranger.

Comme toutes les autres entreprises de Croatie, ITAS a subi en 1990 un processus de privatisation dans lequel les travailleurs ont reçu 51 % du capital sous forme d'actions à prix préférentiel, l'État s'octroyant le reste². L'État et certains travailleurs ont ensuite vendu leurs actions à un actionnaire individuel qui a réussi à prendre le contrôle de 80 % du capital en 2001. Nous avons alors vite compris que la motivation de ce dernier n'était pas de développer l'activité mais de réaliser une opération immobilière par la construction d'un centre commercial sur le terrain de l'entreprise.

Une première grève éclate en 2003 pour protester contre cette situation. Rien n'y fera et l'actionnaire principal laissera périr cette entreprise au point qu'elle n'était plus en mesure de payer les salaires. Pire, certains locaux commen-

2. Ce mode de privatisation se comprend dans la mesure où dans la Yougoslavie titiste, les entreprises n'étaient pas des entreprises d'État mais de « propriété sociale ». Le processus de privatisation a donc pris la forme d'un partage initial du capital entre les travailleurs et l'État. ●●●

●●● çaient à être détruits. C'est alors que durant un week-end de 2005, nous avons organisé l'occupation de l'usine. Le propriétaire a répliqué en déposant le bilan de l'entreprise. La situation était grave. L'électricité a été coupée, dix-huit d'entre nous se sont mis en grève de la faim et nous avons pu obtenir de la compagnie publique d'électricité le retour du courant.

Cependant, ce dépôt de bilan ouvrait une période nouvelle puisque avec nos salaires impayés, nous sommes alors devenu le premier créancier de l'entreprise qui accumulait un total de dettes de 4,5 millions d'euros. Un premier administrateur judiciaire a été nommé et a commencé à brader 500 000 euros d'actifs. Dans le même temps, il s'opposait à ce que nous maintenions une quelconque production. Par une nouvelle mobilisation, on a obtenu qu'il soit révoqué et un nouvel administrateur a été nommé, beaucoup plus favorable à nos souhaits. Nous avons été largement aidé dans cette démarche par un avocat militant qui a gracieusement travaillé pour nous.

En 2006, un plan est proposé aux créanciers pour leur demander de transformer les dettes de l'entreprise en actions d'une nouvelle société. Les banques refusent le plan. La situation était alors critique car nous étions 116 personnes et nous n'avions du travail que pour vingt. Finalement, en 2007, une nouvelle société a été créée dans laquelle seuls les travailleurs étaient actionnaires.

Est-ce que cela a été facile de redémarrer dans de telles conditions ?

Que non ! Nous avons dû accepter un plan de rachat des dettes bancaires sur trois ans avec un taux d'intérêt de 12,5 %. Ce fut pour nous une période extrêmement difficile où nous avons dû à la fois redévelopper notre clientèle tout en renonçant à une partie importante de nos salaires. Mais les plus anciens étaient très motivés de rester le plus longtemps possible pour avoir une retraite raisonnable.

Fort heureusement, nos efforts ont fini par payer. Dès 2009, nous avons pu réaliser un nouvel investissement de 2,5 millions d'euros financé par un prêt bancaire avec une garantie de 80 % de ce montant de la part de l'État croate, les travailleurs

étant responsables des 20 % restants. C'est la première fois depuis trente ans que cette entreprise réinvestissait !

Nous sommes désormais une entreprise de 210 personnes. Entre temps, de nombreux travailleurs sont partis à la retraite et des jeunes sont rentrés. Le salaire mensuel moyen par personne est de 600 euros. Cela peut vous paraître faible mais sachez que, s'il est inférieur à la moyenne nationale, il reste supérieur à ce qui se pratique dans notre région.

Est-ce que votre entreprise est une coopérative ? Est-ce que la reprise d'ITAS par les travailleurs s'explique par votre expérience de l'autogestion yougoslave ?

Pas vraiment ! Vous savez, l'autogestion yougoslave n'était qu'une fiction. Autogestion signifie que les travailleurs gèrent l'entreprise. Dans la réalité, c'était le parti qui détenait le pouvoir véritable.

Nous ne sommes pas une coopérative mais une société anonyme par actions³. C'est comme cela que la société nouvelle s'est constituée et nous devons maintenant faire avec. Nous avons dû développer la démocratie à la base. C'est donc l'assemblée générale des travailleurs qui prend les décisions majeures et qui élit un comité de travailleurs actifs de 25 personnes qui prennent les décisions au jour le jour. Dans le cadre de cette démocratie d'entreprise, nous avons décidé de changer de directeur en 2012. Le nouveau est directement issu de l'entreprise.

Si tous les actionnaires sont aujourd'hui des travailleurs, nous devons néanmoins établir des règles pour que tous les travailleurs deviennent actionnaires. Cela signifie notamment que les anciens cèdent leurs actions aux jeunes entrant dans l'entreprise. Ce n'est pas facile mais cela se pratique. Nous avons récemment embauché 80 nouveaux travailleurs, dont 15 ingénieurs. Ils l'ont tous été en contrat à durée indéterminée et au bout d'un an, ils sont devenus copropriétaires de l'entreprise. La démocratie dans l'entreprise est un combat permanent !

3. "dd" en Croatie.

Pouvoir et politique

Des USA à l'Autriche en passant par la France, l'usure des solutions tièdes et des méthodes délégataires parvient à un point de saturation. Pour le moment, c'est l'extrême-droite qui capte l'aspiration à sortir du *système* et à tout bousculer. Vague irrésistible ? Ou espace abandonné dans la mesure où en face, il n'y a que timidité et répétition de ce qui a perdu tant de crédibilité ? Il ne reste que la menace du «encore pire» pour appeler à se mobiliser. Menace qui ne produisant aucune dynamique nouvelle laisse nombre d'électeurs en quête d'alternative démotivés.

L'image dominante de la politique est celle de la récupération des aspirations pour en faire des marchepieds à la conquête du pouvoir. Avec, pour le moins, des résultats durant les 40 dernières années qui ne poussent pas à l'enthousiasme. Le bilan du XX^e siècle, toutes forces confondues, interdit de pousser les hauts cris pour dénoncer le caractère erroné de cette image. C'est l'expérience qui parle. Alors que la période est marquée par la volonté de faire par soi-même, la conception de la politique, elle, n'a pas changée. Elle se pare çà et là de petits aménagements qui trompent de moins en moins de monde. Primaires plutôt que décision prise entre états-majors mais primaires derrière des êtres supérieurs (mettez-y des guillemets), combats des chefs, auto proclamation...

La balle est bien dans le camp des forces politiques. Militants compris. Il est fréquent parmi eux de considérer que le mouvement du printemps dernier n'a pas su déboucher sur la production de politique nécessaire. C'est à la fois vrai et un peu trop vite dit. Un peu trop vite dit dans la mesure où implicitement cela fait faire l'économie de s'interroger sur soi et sur ses pratiques. Un peu comme si nous n'étions que les observateurs de phénomènes qui nous seraient extérieurs.

Ne nourrissons-nous pas une forme d'engagement qui, à notre insu, donne à voir un pouvoir accaparé pour décider à un petit nombre d'élus (au sens biblique du terme) plutôt que d'affronter la complexité inhérente à l'exercice de la démocratie et du rassemblement d'options diverses ? Reconnaissons que lorsque l'on agit, il n'y a rien de plus spontané que de voir midi à sa porte. Le pouvoir est ce qui est le plus difficile à partager.

Cet accaparement est la porte que l'on claque inconsciemment au nez de ceux qui voudraient bien s'en mêler. Il nourrit le sentiment d'être maintenus hors du champ des décideurs. Et ce n'est pas qu'un sentiment : on est bien en dehors. Ce n'est pas un simple défaut, c'est le prisme par lequel passe toute la vision de la politique. Pour être plus précis : la vision que chacun a de la possibilité réelle d'y participer.

Il n'est pas trop tard pour faire mieux. Celles et ceux qui détiennent des leviers d'action ont le pouvoir de donner un signal. Évidemment, il est peu pensable qu'une appropriation collective de l'élaboration et des leviers politiques soit réalisable en quelques mois. Mais il n'y a pas de transformation profonde autrement que dans le temps long et il faut bien commencer un jour. Ce n'est jamais le bon jour (pour cela il faudrait que les forces du capital marquent une pause), il y a toujours plus urgent, mais nécessité fait loi. Être efficace, c'est travailler les mouvements des plaques tectoniques de la société et des comportements.

Faire du nouveau une première fois est toujours difficile, mais les fois suivantes en dépendent.

● Pierre Zarka



M comme mouvementisme

Lors des discussions préalables au vote des communistes sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon, nous avons vu resurgir le qualificatif de “mouvementiste” appliqué à ceux qui, membres du parti ou non, étaient supposés vouloir subordonner le parti au mouvement de la France insoumise. Et du coup menacer son existence. Ce débat a été conclu par un vote majoritaire. Il ne s’agit pas d’y revenir mais de nous arrêter un instant sur cette question des rapports parti-mouvement.

C’est une question ancienne. Disons d’emblée qu’elle mériterait un traitement plus dialectique que celui qui consiste à opposer les deux notions. L’histoire réelle du mouvement communiste, à la suite de la Révolution d’octobre et des conceptions qui ont prévalu dans la III^e Internationale, a fortement privilégié le parti par rapport au mouvement.

La résolution votée par le Deuxième congrès de l’Internationale communiste (en juillet 1920) qui visait à impulser la création des partis communistes l’exprime assez clairement : elle réclamait « la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d’usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu’un parti politique. Se refuser à le créer et l’affermir, se refuser à s’y soumettre équivaut à répudier le commandement unique du prolétariat agissant. »



Cette conception soviétique a été à son tour répudiée, mais il n’est pas sûr qu’elle ne continue pas de marquer les esprits.

Or, la relecture de l’histoire réelle du mouvement révolutionnaire montre qu’un autre point de vue est possible et qu’il a toujours été présent, actif et fécond.

Il n’est pas inutile de regarder déjà les formulations initiales qu’utilisaient Marx et Engels dans le *Manifeste communiste*.

Parlant de l’action de la classe ouvrière ils écrivent, dans le chapitre I (“Bourgeois et prolétaires”) : « Cette organisation en classe et donc en parti politique est sans cesse détruite par la concurrence que les ouvriers se font entre eux. Mais elle renaît toujours... » Et dans le chapitre deux (“Prolétaires et communistes”) : « Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers. (...) Ils n’établissent aucun principe particulier sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat et dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble. » Pour eux, les communistes sont donc « la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays »...

Ils se sont d’ailleurs surtout impliqués dans l’Association Internationale des Travailleurs. En octobre 1886, après le Congrès de Genève de la 1^{ère} Internationale, Marx précisait à Kugelmann que le programme avait été « limité à dessein aux points qui permettent un accord immédiat (...) qui répondent d’une façon immédiate aux besoins de la lutte des classes et à la constitution des travailleurs en classe et les stimulent ». Et dans une interview au *World* de New York (en juillet 1871), il ajoutait que cette Internationale « n’était nullement un gouvernement de la classe ouvrière mais un lien ».

Le débat a resurgi et s’est cristallisé au début du XX^e siècle. Au sein de la social-démocratie. D’un côté avec le *Que faire ?* de Lénine, en 1902. Et de l’autre avec Rosa Luxemburg dans sa brochure de 1906, *Grève de masse, parti* ●●●

●●● *et syndicat*. Pour Lénine, il faut dépasser le spontanéisme de la lutte économique grâce à un parti d'avant-garde. Quant à Rosa Luxemburg, elle s'oppose aussi au parlementarisme dominant dans le mouvement social-démocrate allemand et partage l'idée de l'avant-garde révolutionnaire, mais elle met l'accent sur le fait que la conscience du prolétariat ne peut qu'être le résultat de sa propre expérience dans « *l'orage des grandes luttes de classes* ». D'où une attitude qui privilégie dans une certaine mesure le mouvement. Ce n'est pas qu'une discussion théorique. Alors qu'elle juge l'insurrection des ouvriers berlinois prématurée, elle s'y engage pleinement (avec les spartakistes du jeune parti communiste et les socialistes indépendants de l'*USPD*) et y laissera sa vie, comme Karl Liebknecht.

Cette conception qualifiée de mouvementiste a été diversement interprétée par certains groupes, luxemburgistes, trotskystes ou anarchistes (communistes libertaires).

Bien sûr, la révolution allemande a échoué, (mais aussi la Commune de Bela Kun en Hongrie, dirigée par un parti communiste).

Si on considère les révolutions qui ont réussi au cours du XX^e siècle, force est de constater que dans la plupart des cas, elles n'ont pas suivi le schéma de la "direction" par un parti communiste. Même en Russie, la révolution n'a pas été un coup de force "blanquiste" des bolcheviks, contrairement à ce qu'on dit souvent aujourd'hui, mais elle a résulté d'un large mouvement populaire ouvrier et paysan où les soviets, dans lesquels agissaient les bolcheviks, ont joué le rôle décisif.

Par la suite, cette question du mouvement s'est confirmée partout. En Chine, c'est bien le parti communiste qui a conduit le mouvement, mais à travers une guerre populaire et nationale. Au Vietnam aussi, le parti communiste a pu animer un front de libération nationale. Ailleurs, ni à Cuba, ni au Nicaragua, ni au Venezuela ou en Bolivie, les mouvements révolutionnaires n'ont été le fait des partis communistes classiques. Ceux-ci se sont même parfois, au début, opposés au mouvement. Et, dans le cas de Cuba, c'est dans le processus de la révolution que les révolutionnaires sont devenus communistes et marxistes.

Nous sommes sans doute loin d'une telle situation aujourd'hui en France et en Europe. Même le succès relatif de *Syriza* et *Podemos* fait réfléchir. Ici, face aux dangers évidents que l'ultra réaction fait peser sur l'avenir proche, la question du front commun, du mouvement qui favorise réellement l'intervention populaire est bien la question de l'heure.

Le mouvement issu du Front de gauche, mais qui s'élargit déjà à travers la France insoumise, en est pour l'instant la seule perspective. C'est plus qu'un embryon... et il n'est pas besoin de faire une échographie pour voir que le bébé à l'air bien accroché.

Ceux qui sont attachés aux idées anticapitalistes, socialistes et révolutionnaires ne peuvent pas passer à côté de ce qui est en train de naître et de grandir. Ils doivent au contraire y aider.

Cet engagement en faveur du "mouvement" contre la défense des "positions" ou des intérêts particuliers de parti, ne consiste nullement en une forme de naïveté et de spontanéisme.

Certains s'inquiètent du fait que Mélenchon prenne à la faveur de cette campagne une posture de dirigeant du mouvement.

Mais la priorité au mouvement ne conduit pas à la disparition du rôle des dirigeants. Quand il y a vraiment mouvement, le rôle du dirigeant ne se décrète pas. Il ne résulte pas d'un titre ou d'une fonction mais de la capacité à rassembler réellement autour de soi et à entraîner, à susciter une adhésion, un élan, voire un enthousiasme.

Comme on le disait autrefois, le rôle d'avant-garde ne se décrète pas. Il se mérite dans l'action. Les communistes français ont officiellement renoncé à la notion d'avant-garde. Mais la question demeure. Se portent naturellement à l'avant-garde ceux qui sortent du lot et peuvent faire entendre le point de vue le plus large, le point de vue d'avenir, celui, qui comme le disait Marx, paraît répondre « *aux intérêts du mouvement dans son ensemble* ».

Ici, face aux dangers évidents que l'ultra réaction fait peser sur l'avenir proche, la question du front commun, du mouvement qui favorise réellement l'intervention populaire est bien la question de l'heure.

● Patricia Latour et Francis Combes



Combattre la prédation sans se tromper de combat

Réaction de Nanie Bellan, à la suite de la chronique de Catherine Bottin-Destom, "S'insoumettre à la prédation", parue dans le dernier numéro de Cerises

Lisant cette chronique, je me suis dit que, sans m'en apercevoir, en menant campagne au sein de France insoumise, je m'étais transformée en prédatrice... insoumise oui, mais prédatrice. Ou soutenant la prédation d'un « pactole à portée de main », soit les trésors qui gisent au fond des espaces maritimes français. Mais il y a pire encore, voilà qu' « au banquet du pactole énergétique, la France insoumise coiffée du casque colonial, comme on jette un os, fait à son tour la promesse usée du développement aux peuples que l'on vient dépouiller ». Pilleuse des trésors marins, coiffée du casque colonial, dépouillant les peuples... Je ne m'étais aperçue de rien, et voilà donc ce que j'étais devenue.

J'ai alors repris les écrits de Jean-Luc Mélenchon et le programme *L'Avenir en commun*. Et j'y ai trouvé une volonté de développer les activités maritimes méprisées par nos gouvernants. De s'opposer à l'exploitation capitaliste des fonds marins qui a commencé, avec son cortège de dégâts écologiques. Une volonté ap-

puyée sur le projet de sortir du productivisme et d'enclencher une croissance nouvelle.

Alors, c'est vrai, ce projet se fonde sur la France telle qu'elle est aujourd'hui, avec son territoire métropolitain et les DOM-TOM. Héritage du colonialisme ?

**Affirmons,
dans la campagne
avec Mélenchon,
le droit pour tous
les peuples de choisir
leur voie : ce sera
un enrichissement
précieux pour tous**

Certainement. Je déplore moi aussi cette période de l'Histoire qui a assujéti tant d'hommes et de femmes. Cependant, la France aujourd'hui est cette réalité. Faut-il en voyant la carte de France, avec ses DOM-TOM, réagir ? On peut.

Car cette infamie qu'est le colonialisme est révoltante. Mais sachons aussi agir présentement. De ce nouvel essor que propose la France insoumise, bien des habitants des DOM-TOM profiteraient, sans doute de façon plus égalitaire qu'ils ne partagent aujourd'hui le « gâteau » de la France. Voyons les choses dans leur logique d'ensemble : la Constituante qui suivra l'élection de JLM Président (!) donnera la parole aux peuples en métropole et dans les DOM-TOM. Soyons sûrs qu'ils exprimeront leurs aspirations, et que nous ferons tout pour les entendre. C'est notre souhait commun, persuadés que nous sommes du droit pour tous les peuples de choisir leur voie. Et il est vrai que ce principe devrait être affirmé avec force dans le programme de France insoumise, mais nous pouvons y insister dans la campagne que nous allons mener avec Mélenchon, ce sera un enrichissement précieux pour tous. Sans casque colonial, en débattant pour mieux nous réunir sur nos causes partagées.



● **Nanie Bellan**

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR ABONNER VOS PROCHES
c'est gratuit, c'est simple et c'est ici :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

Alep, 7 décembre 2016



● **Psychiatrie.** Le Collectif des 39 appelle à se mobiliser contre la proposition de loi « *insultante et mensongère* » sur la prise en charge de l'autisme, signée par la moitié des députés Les Républicains, emmenés par l'un des leurs, Daniel Fasquelle. En ligne de mire du Collectif, l'intention de mettre en cause la

diversité des pratiques et la liberté de choix des parents et des patients, notamment à travers l'interdiction de la référence à la psychanalyse. Il interroge : « *un État peut-il imposer une technique de soins pour telle ou telle pathologie ? un État peut-il interdire la référence à un élément essentiel de l'histoire de la Culture, des idées et un outil thérapeutique ?* ». Et réaffirme « *la nécessité d'un engagement fort de l'État à promulguer une loi cadre pour la refondation de la psychiatrie de secteur* », une psychiatrie « *fondée sur l'hospitalité et non sur la ségrégation, l'unicité, le formatage des professionnels* ». Lire [ici](#), ainsi que le communiqué d'Ensemble ! [ici](#).

● **Beurk !** Invitée sur LCI, Aurélie Filippetti, ancienne ministre de la Culture, a estimé, face aux refus de Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron de participer à la primaire socialiste : « *Ils ont choisi d'être des passagers clandestins, ce n'est pas très responsable* ». C'est le retour du vieux chantage usé : il faudrait participer à la primaire pour éviter un tête à tête Fillon - Le

Pen au second tour de la présidentielle. Partisane d'Arnaud Montebourg, Filipetti a cependant omis d'expliquer comment son candidat avait choisi, clandestinement en 2013, puis au grand jour, de faire alliance avec Benoît Hamon et Manuel Valls pour dézinguer le premier ministre d'alors, Jean-Marc Ayrault, et « *marcher vers le pouvoir* ».

● **Succession.** À 43 ans, Laurent Russier a été élu, samedi 3 décembre, maire de Saint-Denis (93), succédant ainsi à Didier Paillard. Tout en s'inscrivant dans la continuité des réalisations des dernières années, le nouvel élu a souligné le besoin de donner un « *nouveau souffle au projet municipal* », en particulier « *mettant les Dionysiens au coeur de l'action municipale* », en « *m'appuyant sur votre intelligence, vos colères, vos utopies et votre force de proposition* ». Il a annoncé la mise en place de 3 actions emblématiques dès 2017 : « *la refonte du budget participatif* », la création d'un nouveau dispositif, le ConVersatoire, destiné à accompagner et valoriser les actions favorisant l'échange interculturel entre les Dionysiens, et une action forte autour de la lecture et de la lutte contre l'illettrisme. Enfin, un autre projet est la mise en place d'une brigade verte de la propreté. Composée d'agents de la ville, elle aura pour mission de « *sensibiliser les habitants, les commerçants, les entreprises au respect de l'espace public, de sanctionner si nécessaire et de proposer des actions collectives pour renforcer la propreté* ».

Cerises
 publication de l'Association
 des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
 Michèle Kiintz, Roger Martelli,
 Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
 Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART